

P.L.F.	2001
Analyse et tableaux annexes	

Table des matières

Analyses et tableaux annexes	
I. <u>Observations générales</u> sur l'évolution des dépenses des services civils et analyse, par ministère, des principaux écarts entre les crédits prévus pour 2001 et ceux ouverts en 2000	
1.	<u>Évolution des crédits par ministère</u> (tableaux annexes)
2.	<u>Évolution des effectifs financés par l'État</u> (tableau annexe)
3.	<u>Comparaison, par titre et par ministère, pour les dépenses ordinaires</u> , des crédits prévus pour 2001 à ceux ouverts en 2000 (tableaux annexes)
4.	<u>Comparaison, par titre et par ministère, des autorisations de programme</u> et crédits de paiement prévus pour 2001 à ceux ouverts en 2000 (tableaux annexes)
5.	<u>Échéancier prévu</u> des ouvertures de crédits de paiement en regard des autorisations de programme anciennes et nouvelles (tableaux annexes)
II. <u>Observations générales sur l'évolution des dépenses militaires et tableau annexe</u>	
III. <u>Observations générales sur l'évolution des opérations des comptes spéciaux du Trésor et tableau annexe</u>	

Analyses et tableaux annexes

<p>I. Observations générales sur l'évolution des dépenses des services civils et analyse, par ministère, des principaux écarts entre les crédits prévus pour 2001 et ceux ouverts en 2000</p>
--

Analyse par titre et par partie

Titre premier. Dette publique et dépenses en atténuation de recettes

Les crédits du titre premier, fixés à 586,6 milliards F en loi de finances pour 2000, sont évalués à 628,3 milliards F dans le projet de loi de finances pour 2001.

Les deux types de dépenses inscrites en titre premier connaissent les évolutions suivantes :

- ◆ Les **dépenses en atténuation de recettes**, qui regroupent les remboursements sur produits indirects, les dégrèvements sur contributions directes et taxes assimilées augmentent de 10,8 %. Au total, les dépenses s'établissent à 367 milliards F.
- ◆ La **charge de la dette publique**, qui retrace les intérêts de la dette de l'État, les dépenses de garanties accordées par l'État et diverses dépenses résultant de la gestion de la dette, augmente de 2,4 % (261,4 milliards F contre 255,4 milliards en LFI pour 2000).

Au sein de cet ensemble, il convient de distinguer :

- ◆ La **dette stricto sensu** (hors garanties et dépenses diverses), qui s'élève en montants bruts à 258,2 milliards F contre 251,9 milliards F en LFI 2000. La charge nette des recettes d'ordre passe de 234,7 milliards F à 239,7 milliards F, soit une progression de 2,1 %.

La charge de la dette à long terme (OAT) s'accroît de 6,7 milliards F par rapport à la LFI 2000 ; la charge nette correspondante augmente de 8 milliards F (+4,3 %).

La charge de la dette à moyen et court terme (BTAN et BTF) progresse de 1,4 milliard F (+2,1 %) ; cette évolution traduit à la fois la hausse des taux courts depuis octobre 1999 et la progression de l'encours de BTF.

La dette non négociable diminue de 1,8 milliard F, confirmant la tendance longue à la baisse de ce compartiment des charges de la dette de l'État, qui tend à devenir marginal. Cette évolution résulte principalement de la décentralisation à La Poste des fonds des comptes courants postaux, en application de l'article 126 de la loi de finances pour 1999, et de l'extinction progressive des dettes reprises d'organismes divers.

- ◆ Le coût des **garanties** accordées par l'État est évalué à 1,08 milliard F dans le projet de loi de finances pour 2001.

Titre II. Pouvoirs publics

P.L.F.	2001

Le titre II, sur lequel sont inscrites les dotations de fonctionnement de la Présidence de la République, de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil constitutionnel, progresse de 3,4 % pour atteindre 4,9 milliards F.

Titre III. Moyens des services

Le titre III progresse de 2,3 %, passant de 631,5 milliards F en loi de finances pour 2000 à 646 milliards F dans le présent projet de loi de finances.

- ◆ Les **charges de personnel** (parties 31, 32 et 33) passent de 535,6 milliards F à 544,8 milliards F, soit une augmentation de 1,7 %. Cette variation de 9,2 milliards F s'explique par les opérations de budgétisation de rémunérations publiques (1,55 milliard F), l'évolution des charges de pension (4,6 milliards F), la progression des crédits de rémunération (8,35 milliards F) et la diminution des crédits de prestations sociales et de compensation (5,3 milliards F).
- ◆ Les **crédits de fonctionnement des services** (parties 34, 35 et 37) progressent de 2,8 milliards F dont 0,3 milliard F de budgétisation, 0,6 milliard F correspondant à la globalisation des crédits de 10 préfectures, 1,2 milliard F lié aux élections, et divers ajustements s'élevant à 0,7 milliard F, permettant notamment de généraliser la police de proximité et de financer la refonte du système d'information des administrations financières.
- ◆ Les **subventions aux établissements publics** (partie 36) s'établissent à 52,3 milliards F dans le présent projet de loi, contre 49,8 milliards F en LFI pour 2000, soit une augmentation de 5 % liée notamment au transfert des crédits destinés aux œuvres sociales en faveur des étudiants (1,08 milliard F), à l'application du contrat de progrès État-ANPE (0,54 milliard F), à l'augmentation des subventions de fonctionnement aux établissements d'enseignement (0,4 milliard F), ainsi qu'à la progression des dépenses de personnel des établissements publics administratifs.

Titre IV. Interventions publiques

Les dépenses du titre IV s'élèvent à 487,6 milliards F dans le projet de loi de finances pour 2001, contre 466,5 milliards F en LFI pour 2000, soit une croissance de 4,5 %. A structure budgétaire 2000 (hors opérations de périmètre concernant les procédures d'affectation, la compensation sous forme de dotations budgétaires de mesures de suppression ou de réduction de taxes et la répartition des compétences entre l'État et d'autres personnes morales pour l'exercice d'une mission), les interventions publiques dans le PLF 2001 s'établissent à 475 milliards F (+1,8 %).

- ◆ Les **interventions économiques** (parties 44 et 45), qui s'établissent à 132,6 milliards F (contre 140,6 milliards F en LFI 2000), correspondent :
 - à la clarification des modalités de financement des mesures d'incitation à la réduction du temps de travail (7,9 milliards F) qui, à compter du 1^{er} janvier 2001, seront intégralement prises en charge par le fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale ;
 - au financement du plan gouvernemental en faveur de l'emploi des jeunes qui aura permis d'ici la fin 2001 à 350.000 jeunes d'avoir un premier accès au marché du travail ; 22 milliards F sont consacrés au financement de ce programme ;
 - à l'impact de la conjoncture sur les dispositifs d'insertion recentrés sur les personnes les plus en difficulté : 260.000 contrats emploi-solidarité (6,5 milliards F), 50.000 contrats emplois consolidés (5,6 milliards F), 135.000 places de stages pour les chômeurs de longue durée (2,5 milliards F) et 125.000 contrats initiative-emploi (7,1 milliards F) et sur les mesures d'incitation au retrait d'activité (ainsi les crédits consacrés au financement des préretraites diminuent de près de 2 milliards F) ; au total, les interventions économiques en faveur de l'emploi atteignent 61,5 milliards F ;
 - au coût de la mise en œuvre de la loi d'orientation pour l'outre-mer qui atteint 1,7 milliard F en 2001 ;
 - à une augmentation de 0,85 milliard F des crédits de bonification, liée principalement au dynamisme de la dépense d'épargne logement et au financement des prêts bonifiés du plan d'aide à la forêt française ;
 - à l'accroissement des dotations allouées à la SOFARIS à hauteur de 0,3 milliard F dont +0,15 milliard F au titre des prêts à la création d'entreprise ;
 - à une augmentation des crédits d'aides à l'agriculture de 0,5 milliard F, pour la santé alimentaire, la prime à la vache allaitante et le fonds d'allégement des charges des agriculteurs, et à une diminution de 1,2 milliard F des aides à l'agriculture par rapport à la loi de finances initiale 2000 en raison principalement des évolutions démographiques de l'indemnité viagère de départ et des préretraites et d'ajustements au niveau de la dépense des dotations relatives aux contrats territoriaux d'exploitation et aux mesures agri-environnementales ;
 - à une progression de 0,6 milliard F des crédits consacrés au secteur public (SNCF et Charbonnages de France) liée à l'inscription sur le budget général des subventions en faveur du transport combiné précédemment financées sur le Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN).

- ◆ Les **interventions sociales** (parties 46 et 47) s'élèvent à 199,4 milliards F dans le projet de loi de finances pour 2001, contre 192,9 milliards F en 2000. Les principaux ajustements de crédits concernent :
 - l'allocation aux adultes handicapés : +1 milliard F ;
 - le revenu minimum d'insertion : +1 milliard F ;
 - les aides au logement : +0,7 milliard F au total qui recouvre d'une part un ajustement à la baisse de ces aides par rapport à 2000 s'élevant à 1,3 milliard F et d'autre part la réforme des aides personnelles au logement au 1^{er} janvier 2001, pour un coût budgétaire 2001 de 2 milliards F ;
 - les subventions aux régimes spéciaux : +2,7 milliards F correspondant à la modification du taux de réalisation de la surcompensation au profit de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et à la consolidation du financement des revalorisations des retraites agricoles ;
 - la subvention au fonds de solidarité qui assure l'indemnisation du chômage de solidarité : - 0,9 milliard F ;
 - l'application de la loi relative à la liberté de communication qui se traduit par une subvention de l'État au compte d'affectation spéciale n° 902-15 visant à compenser l'intégralité de la perte de recettes résultant des exonérations de redevance audiovisuelle (2,16 milliards F, soit une progression de 1,26 milliard F par rapport à la LFI 2000) ;
 - les interventions en faveur de la ville et du développement social urbain : +0,76 milliard F ;
 - la budgétisation de la subvention au Fonds d'action sociale en faveur des travailleurs immigrés et leur famille (1,12 milliard F),
 - l'inscription sur le titre III des dotations consacrées aux œuvres sociales en faveur des étudiants : -1,08 milliard F.

- ◆ Les **autres interventions** (parties 41, 42 et 43) atteignent 155,5 milliards F. à périmètre constant, c'est-à-dire hors compensation sous forme de dotations budgétaires de la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation et des exonérations de taxe différentielle sur les véhicules à moteur, elles s'élèvent à 136,9 milliards F, soit une progression de 2,9 % par rapport à la LFI 2000, sous l'effet des principales opérations suivantes :
 - les subventions aux collectivités locales (à structure constante) progressent de 1 milliard F ;
 - l'évolution des contributions à des organisations internationales nécessite un crédit supplémentaire de près de 0,9 milliard F ;
 - les subventions à l'enseignement privé augmentent de 0,9 milliard F, soit +2 % ;
 - les dépenses de bourses progressent de 0,8 milliard F ;
 - le financement de la formation professionnelle (hors dotation de décentralisation) représente une dépense de 24,3 milliards F, avec notamment 230.000 contrats d'apprentissage, 123.000 contrats de qualification et le développement du contrat de qualification pour les adultes (14.000 nouveaux contrats).

Titres V et VI. Investissements et subventions d'investissement

- ◆ Les **autorisations de programme (AP)** s'élèvent à 90,5 milliards F contre 84,3 milliards F en loi de finances pour 2000, soit une progression de 7,35 % :
 - 20,7 milliards F sur le titre V dont 1,6 milliard F au titre des modifications de périmètre ;
 - 69,8 milliards F sur le titre VI dont 2,36 milliards F au titre des modifications de périmètre.

Les budgétisations opérées dans le projet de loi de finances concernent l'inscription sur diverses sections du budget général des autorisations de programme (3,9 milliards F) qui étaient imputées sur le CAS n° 902-26 « Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables » et la budgétisation du fonds de concours « droits de chancellerie » pour 0,06 milliard F.

Par ailleurs, les principales évolutions relatives aux autorisations de programme concernent les subventions d'investissements aux transports collectifs urbains (+0,75 milliard F), la politique de la ville et du développement social urbain (+0,6 milliard F) et les dotations d'investissement du budget de la recherche (+0,9 milliard F).
- ◆ Les **crédits de paiement (CP)** s'élèvent à 79,3 milliards F dans le projet de loi de finances pour 2001, contre 81 milliards F en LFI 2000, soit une baisse de 2,2 % intégrant l'impact des modifications de périmètre :
 - 15,9 milliards F sur le titre V dont 0,56 milliard F au titre des modifications de périmètre ;
 - 63,4 milliards F sur le titre VI dont 0,5 milliard F au titre des modifications de périmètre.
- ◆ Ces dotations du budget général sont complétées par 26,5 milliards F de dotation en capital des entreprises publiques inscrites sur le compte d'affectation spéciale des produits de cessions d'actifs publics.

Par grands secteurs, les principales évolutions s'analysent de la manière suivante :

- ◆ les **équipements collectifs** sont dotés de 36,3 milliards F d'AP (29,3 milliards F en LFI 2000) et de 25,5 milliards F de CP (contre 26,8 milliards F en LFI 2000) ;

P.L.F.	2001

- ◆ les **aides aux principaux secteurs économiques** s'établissent à 39,9 milliards F en AP, contre 39,4 milliards F en LFI 2000, et à 36,4 milliards F en CP contre 37 milliards F en LFI 2000 ;
- ◆ les **aides aux investissements locaux** passent à 10,9 milliards F contre 10,6 milliards F de CP en LFI 2000 et à 11 milliards F en AP contre 10,8 milliards F en LFI 2000 ;
- ◆ Les **investissements extérieurs** et divers s'élèvent à 3,3 milliards F en AP contre 4,8 milliards F en LFI 2000 ; les CP passent de 6,6 milliards F en 2000 à 6,5 milliards F en 2001.

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Analyse par ministère des principaux écarts 2000 - 2001
--

(en millions de francs)			
	LFI 2000	PLF 2001	Ecart
Affaires étrangères			
Dépenses ordinaires	18.655	20.069	+1.414
(Autorisations de programme)	(3.143)	(2.778)	(-365)
Crédits de paiement	2.310	2.007	-303
Total des crédits	20.965	22.076	+1.111
Analyse des principaux écarts en crédits			
Effet change-prix des rémunérations			+ 168
Personnel			+60
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+115
Budgétisation du fonds de concours « droits de chancellerie »			+119
Établissements publics			+52
Établissements culturels			+35
Contributions obligatoires à des organisations internationales			+852
Contributions volontaires à des organisations internationales			+15
Coopération culturelle, scientifique, technique et au développement			-61
Coopération militaire et de défense			-34
Concours financiers			-10
Audiovisuel extérieur			+13
Équipement			-148
Coopération et aide au développement			-70
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement	478	400	
Budgétisation du fonds de concours « droits de chancellerie »		60	
Coopération et aide au développement	2.665	2.318	
Agriculture et pêche			
Dépenses ordinaires	27.935	28.364	+429
(Autorisations de programme)	(1.263)	(1.704)	(+441)
Crédits de paiement	1.102	1.253	151
Total des crédits	29.037	29.617	+580
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+299
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+418
Fonctionnement et équipement			+30

P.L.F.	2001

Établissements publics			+44
Enseignement agricole			+34
Pêches et cultures marines			-8
Amélioration des structures agricoles			-408
Charges de bonification des prêts			+300
Organismes d'intervention et valorisation de la production			+65
Prime au maintien du troupeau à la vache allaitante			+113
Contrat territorial d'exploitation			-550
Promotion et contrôle de la qualité			+110
Aménagement de l'espace rural et de la forêt			-268
Aide alimentaire			-48
Allègement des charges des agriculteurs et protection sociale			+199
Modernisation des exploitations agricoles			+26
Grands aménagements régionaux			-16
Fonds forestier national et autres actions forestières			+244
Recherche			-4
Analyse des principales autorisations de programme			
Espace rural et forêt	24	27	
Équipement des services	52	70	
Conservatoire de la forêt méditerranéenne	63	63	
Recherche	74	80	
Adaptation de l'appareil de production agricole	224	224	
Grands aménagements régionaux	149	165	
Fonds forestier national et autres actions forestières	413	805	
Développement du stockage, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles et de la mer	150	157	
Pêches maritimes et cultures marines	44	34	
Enseignement et formation agricoles	69	79	
Aménagement du territoire et environnement :			
I. Aménagement du territoire			
Dépenses ordinaires	579	672	+93
(Autorisations de programme)	(1.543)	(1.735)	(+192)
Crédits de paiement	1.363	1.077	-286
Total des crédits	1.942	1.749	-193
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+3
Fonctionnement			+1
Aides à la localisation d'activités créatrices d'emplois			-120
FNADT			-78

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Analyse des principales autorisations de programme			
Aides à la localisation des activités créatrices d'emplois	350	400	
FNADT	1.193	1.335	
II. Environnement			
Dépenses ordinaires	1.845	3.446	+1.601
(Autorisations de programme)	(3.098)	(2.992)	(-106)
Crédits de paiement	2.458	1.246	-1.212
Total des crédits	4.303	4.692	+389
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+87
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+32
Fonctionnement			+69
Protection de la nature et de l'environnement			+27
Subventions à divers établissements			+175
Analyse des principales autorisations de programme			
Investissements de l'État	342	322	
Subventions de protection de la nature et de l'environnement	356	508	
Subventions à divers établissements	2.400	2.152	
Anciens combattants			
Dépenses ordinaires	24.088	23.771	-317
(Autorisations de programme)	(0)	(0)	(0)
Crédits de paiement	0	0	0
Total des crédits	24.088	23.771	-317
Analyse des principaux écarts en crédits			
Subventions aux établissements publics (y c. action sociale de l'ONAC)			+6
Information historique			+7
Diminution du nombre d'allocataires du Fonds de solidarité AFN			-128
Évolution des parties prenantes de la dette viagère			-416
Ajustement des crédits de la dette viagère aux besoins constatés			-23
Provision pour l'application du rapport constant			+39
Rattrapage de l'unicité du point de pension pour les grands invalides			+21
Attribution de la carte du combattant aux rappelés de la guerre d'Algérie			+118
Soins médicaux gratuits			-31
Augmentation du nombre de crédientiers de la rente mutualiste			+78
Relèvement du plafond majorable des rentes mutualistes			+13
Charges communes			
Dépenses ordinaires	700.315	719.868	+19.553

P.L.F.	2001

(Autorisations de programme)	(0)	(0)	(0)
Crédits de paiement	1.750	1.400	-350
Total des crédits	702.065	721.268	+19.203
Analyse des principaux écarts en crédits			
Service de la dette à long et moyen terme			+6.746
Charges afférentes aux intérêts des bons du Trésor à court ou moyen terme			+1.357
Charges afférentes aux intérêts des comptes de dépôts au Trésor			-2.194
Charge de la dette non négociable et de la dette à vue			+410
Garanties			-160
Dégrèvements de contributions directes			+23.820
Remboursements sur produits indirects et divers			+11.920
Frais de poursuites et de contentieux et remises de débits			-150
Dotations des pouvoirs publics			+161
Provision pour mesures générales intéressant les agents du secteur public			+3.020
Pensions et allocations			+377
Versement à la Caisse nationale d'allocations familiales			-319
Cotisations maladies des personnels titulaires l'État			+289
Transfert des crédits de cotisations patronales d'assurance maladie des personnels titulaires de l'État			-23.598
Versement de l'État au titre de la compensation entre régimes de sécurité sociale			-5.860
Dépenses accidentelles			-690
Plan d'urgence en faveur des lycées			+90
Prime à la construction			+1.424
Subvention au budget annexe des prestations sociales agricoles			+2.195
Subvention au fonds spécial de retraite de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines			+660
Régime de retraite de la SEITA			+49
Travaux de sécurité dans les écoles			-300
Fonds européen de développement			-50
Culture et communication			
Dépenses ordinaires	12.518	12.993	+475
(Autorisations de programme)	(3.709)	(3.939)	(+230)
Crédits de paiement	3.564	3.679	115
Total des crédits	16.082	16.672	+590
Analyse des principaux écarts en crédits			
Rémunérations et pensions			+49
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+173
Fonctionnement			+16

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Établissements publics			+114
Interventions, notamment dans les domaines du spectacle vivant et des enseignements artistiques			+122
Établissement public du musée du Quai Branly			+68
Patrimoine de l'État			+64
Patrimoine monumental			+17
Opérations d'investissement cofinancées			+36
Écoles d'architecture			+22
Investissements divers			-91
Analyse des principales autorisations de programme			
Bibliothèque nationale de France	50	63	
Écoles d'architecture	120	130	
Cité des sciences et de l'industrie	237	239	
Établissement public du musée du Quai Branly	32	377	
Patrimoine de l'État	763	763	
Patrimoine monumental	433	441	
Opérations d'investissement cofinancées	511	527	
Autres opérations d'investissement	1.563	1.399	
Economie, finances et industrie			
Dépenses ordinaires	81.070	84.150	+3.080
(Autorisations de programme)	(8.990)	(6.023)	(-2.967)
Crédits de paiement	9.676	8.615	-1.061
Total des crédits	90.746	92.765	+2.019

Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+282
Pensions			+104
Fonctionnement			+240
Modernisation			+378
Passage à l'Euro			+40
Subvention aux Monnaies et médailles			+19
Suppression de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur des particuliers			-180
Mise en place de la Commission de régulation de l'électricité			+60
Rémunération des prestations de la Banque de France			+123
Services rendus à l'administration des finances			-170
Groupe des écoles de télécommunications			+25
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+1.339
Budgétisation de dépenses financées par fonds de concours ou procédures extrabudgétaires (hors industrie)			+1.775

P.L.F.	2001

Budgétisation des centres techniques			+170
Subventions aux organismes du commerce extérieur			+20
Exposition universelle de Hanovre 2000			-115
Participation de l'État aux services d'emprunts à caractère économique			-870
Participation à divers fonds de garantie			+300
Subvention à Charbonnages de France (prestations aux mineurs retraités)			+153
Subvention au CEA			+287
Provision liée à la scission CEA et IPSN			-50
Transfert des dotations de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) et de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) au budget de l'Environnement			-1.335
Crédits d'équipement administratif et technique			-279
Subventions concourant à la maîtrise de l'énergie (ADEME)			+73
Fonds de soutien aux hydrocarbures			+75
Actions de développement industriel régional			+42
Équipement naval			-384
Actions de reconversion et de restructuration industrielle			-113
Recherche industrielle et innovation			-173
Participations de la France au capital d'organismes internationaux			-127
Participations de la France à divers fonds internationaux			+320
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement des services	943	940	
Études (après transfert de la DSIN à l'Environnement)	530	39	
Travaux de sécurité dans les mines	35	74	
Participations de la France au capital d'organismes internationaux	100	-	
Énergie et mines	878	856	
Subvention à l'Agence nationale des fréquences	59	37	
Commerce, artisanat et PME	814	849	
Aides à l'équipement naval	1.287	-	
Normalisation	90	93	
Reconversions et restructurations industrielles	305	275	
Développement de la recherche industrielle et innovation	1.836	1.836	
ANVAR	800	800	
Écoles nationales supérieures des mines	64	63	
Participations de la France à divers fonds internationaux	1.250	160	
Éducation nationale :			
I. Enseignement scolaire			
Dépenses ordinaires	307.831	331.347	+23.516
(Autorisations de programme)	(710)	(787)	(+77)
Crédits de paiement	671	692	²¹
Total des crédits	308.502	332.039	+23.537

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Analyse des principaux écarts en crédits			
Créations et suppressions d'emplois (enseignement public)			+1.327
Autres crédits de personnel			+1.703
Pensions et retraites			+3.716
Réforme de l'enseignement professionnel (public et privé)			+633
Plan pour l'éducation artistique et culturelle (enseignement public et privé)			+263
Informatique et nouvelles technologies de l'information (enseignement public et privé)			+104
Gratuité du carnet de correspondance (enseignement public et privé)			+82
Plan d'accès à l'autonomie des élèves handicapés			+57
Enseignement des langues et des sciences dans le premier degré			+52
Moyens des services centraux et déconcentrés			+45
Bourses et secours d'études			+37
Transports scolaires			+28
Autres crédits de fonctionnement et d'intervention			+52
Personnels enseignants et forfait d'externat de l'enseignement privé			+588
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+14.937
Transfert de crédits de fonctionnement au ministère de la recherche			-55
Transfert pour la constitution de la Dotation globale de construction et d'équipement des collèges de Nouvelle-Calédonie			-53
Crédits d'investissement			+21
Analyse des principales autorisations de programme			
Administration générale et établissements d'enseignement à la charge de l'État	337	361	
Équipement pédagogique, technologies nouvelles et premier équipement	285	265	
Subventions d'équipement à caractère éducatif et social	89	161	
II. Enseignement supérieur			
Dépenses ordinaires	47.063	50.559	+3.496
(Autorisations de programme)	(5.901)	(6.457)	(+556)
Crédits de paiement	5.408	5.495	⁸⁷
Total des crédits	52.471	56.054	+3.583
Analyse des principaux écarts en crédits			
Créations d'emplois			+109
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+2.148
Autres crédits de personnel			+403
Subventions de fonctionnement aux établissements d'enseignement supérieur			+212
Informatique, examens et concours			-2
Œuvres universitaires			-21
Interventions diverses			-22

P.L.F.	2001

Bourses et secours d'études			+670
Équipement			+86
Analyse des principales autorisations de programme			
Construction	1.870	2.324	
Équipement	200	200	
Maintenance	745	830	
Mise en sécurité	1.229	1.056	
Recherche universitaire	1.857	2.047	
Emploi et solidarité :			
I. Emploi			
Dépenses ordinaires	121.505	111.333	-10.172
(Autorisations de programme)	(565)	(505)	(-60)
Crédits de paiement	563	499	-64
Total des crédits	122.068	111.832	-10.236
Analyse des principaux écarts en crédits			
Subvention à l'ANPE : mise en œuvre de la loi de lutte contre les exclusions et du plan national d'action pour l'emploi			+543
Subvention à l'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI)			-18
Subvention à divers organismes (Centre d'étude de l'emploi, Centre d'études et de recherche sur les qualifications, Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, actions internationales)			+7
Personnel et fonctionnement			+143
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+112
Crédits décentralisés de formation professionnelle			+274
Financement de l'apprentissage			+865
Contrats de qualification			+24
Allocation de formation reclassement			-1.041
Subvention à l'AFPA			+195
Plan pour l'emploi des jeunes : « nouveaux emplois – nouveaux services »			+688
Stages pour chômeurs de longue durée et cadres demandeurs d'emploi			-384
Contrat initiative emploi : primes et exonérations de cotisations sociales : ajustement aux flux des bénéficiaires			+109
Contrats emploi-solidarité, emplois consolidés, emplois-ville			-2.283
Aide aux structures d'insertion par l'économique			+62

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Programme TRACE (trajectoires d'accès à l'emploi)			+16
Réseau d'accueil des jeunes			+32
Reclassement des travailleurs handicapés			+260
Dialogue social et amélioration des conditions de travail			+2
Aide incitative à la réduction du temps de travail (loi du 13 juin 1998) : suppression de la contribution au FOREC			-4.300
Aide incitative à la réduction collective du temps de travail (loi du 11 juin 1996) : ajustement (+680 MF) et prise en charge par le FOREC (-3.500 MF)			-2.720
Diverses exonérations de charges accordées dans certaines zones géographiques (Corse, zones de revitalisation rurale et redynamisation urbaine, zones franches)			+79
Exonération de charges accordée dans les DOM : impact de la loi Outre-mer			+1.000
Exonération de charges des professions indépendantes : dispositif en extinction			-15
Exonération de cotisations d'allocations familiales : réforme du dispositif			-460
Promotion de l'emploi			-86
Allocations temporaires dégressives			-15
Versements à l'UNEDIC au titre des préretraites progressives et des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi			-1.701
Conventions de conversion			-250
Conventions sociales de la sidérurgie : dispositif en extinction			-224
Accompagnement des restructurations industrielles			-111
Indemnisation du chômage partiel			-61
Subvention au Fonds de solidarité			-892
Investissements divers			-65
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement administratif	65	65	
Fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale	105	28	
Formation professionnelle des adultes	360	366	
ANPE	34	46	
II. Santé et solidarité			
Dépenses ordinaires	90.074	94.265	+4.191
(Autorisations de programme)	(551)	(1.034)	(+483)
Crédits de paiement	763	423	-340
Total des crédits	90.837	94.688	+3.851
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel et pensions			+164

P.L.F.	2001

Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+169
Fonctionnement des services			+67
Objecteurs de conscience			-57
Établissements sanitaires et sociaux			-15
Formations sanitaires et sociales et bourses			+100
Actions relatives à la santé publique			-75
Organisation du système de soins			+31
Actions en faveur des réfugiés et des populations migrantes			+138
Subvention au Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille (FASTIF)			+1.120
Actions en faveur des rapatriés			-12
Innovation sociale			+66
Droits des femmes			+10
Revenu minimum d'insertion			+950
Allocation de parent isolé			+331
Couverture maladie universelle et aide médicale			-545
Allocation aux adultes handicapés			+990
Tutelle et curatelle			+80
Centres d'aide par le travail			+203
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale			+81
Actions en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées			+177
Actions de lutte contre l'exclusion			+202
Autres interventions sociales			+15
Équipements administratifs, sanitaires et sociaux			-46
Subventions d'investissements sanitaires et sociaux			-294
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement sanitaire et social	96	96	
Subventions d'équipement	455	938	
III. Ville			
Dépenses ordinaires	1.108	1.891	+783
(Autorisations de programme)	(537)	(1.162)	(+625)
Crédits de paiement	309	518	209
Total des crédits	1.417	2.409	+992
Analyse des principaux écarts en crédits			
Fonctionnement			+25
Interventions en faveur de la ville et du développement social urbain			+758
Politique de la ville et du développement social urbain : investissements			+208
Analyse des principales autorisations de programme			

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Études et assistance technique	6	6	
Politique de la ville et du développement social urbain	531	1.156	
Équipement, transports et logement :			
I. Services communs			
Dépenses ordinaires	24.319	26.410	+2.091
(Autorisations de programme)	(196)	(511)	(+315)
Crédits de paiement	186	504	318
Total des crédits	24.505	26.914	+2.409
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+46
Fonctionnement			+24
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+1.115
Inscription des subventions versées à Météo France			+1.208
Subventions aux établissements publics			+8
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement du ministère	60	80	
Études	47	45	
Subventions d'équipement	89	121	
Inscription des subventions à Météo France		265	
II. Urbanisme et logement			
Dépenses ordinaires	35.361	36.084	+723
(Autorisations de programme)	(13.479)	(13.543)	(+64)
Crédits de paiement	12.837	12.671	-166
Total des crédits	48.198	48.755	+557
Analyse des principaux écarts en crédits			
Contributions de l'État au FNH et au FNAL : ajustement à l'évolution tendancielle des prestations			-1.345
Réforme des aides personnelles au logement au 1er janvier 2001			+2.000
Aides au secteur locatif social			+273
Aides à l'accession			-85
Aides à la réhabilitation			-333
Aides à la construction des aires d'accueil des gens du voyage			+35
Urbanisme et aménagement urbain			+104
Ajustements divers			-92
Analyse des principales autorisations de programme			

P.L.F.	2001

Aide au secteur locatif social (construction et amélioration)	3.366	3.363	
Prêts à taux zéro	5.810	5.900	
Fonds de garantie de l'accession sociale	425	370	
Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH + PAH)	3.000	3.000	
Opérations les plus sociales	290	350	
Résorption de l'habitat insalubre	65	65	
Urbanisme	380	345	
Etudes et recherche	143	150	
III. Transports et sécurité routière			
1. Transports			
Dépenses ordinaires	46.820	48.001	+1.181
(Autorisations de programme)	(1.311)	(14.488)	(+13.177)
Crédits de paiement	1.111	8.610	7.499
Total des crédits	47.931	56.611	+8.680
Analyse des principaux écarts en crédits			
Transfert de la section Routes			+6.397
Transfert en provenance de la section Transport aérien et météorologie			+1.630
Transfert aux Services communs de l'Équipement, transports et logement			-49
Budgétisation du compte d'affectation spéciale n° 902-26 « Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables »			+1.623
Entretien routier			+699
Aéronautique civile			+170
Concours de l'État à la SNCF (réseau principal)			+54
<i>Dont :</i>			
<i>Services régionaux de voyageurs</i>			+348
<i>Charges de retraites</i>			-294
Concours à l'infrastructure ferroviaire			-715
Ajustement des concours d'exploitation aux transports parisiens			-200
Échéanciers de paiement des projets d'investissement de transport			-867
Subvention au budget annexe de l'aviation civile			-90
Divers (études, transports routiers, batellerie, charges de pensions)			+28
Analyse des principales autorisations de programme			
Budgétisation du compte d'affectation spéciale n° 902-26 « Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables »		3.900	
Investissements de l'État	3.440	3.630	
Subventions d'investissement aux transports	1.388	2.168	
Entretien routier	2.380	2.629	
Aéronautique civile	1.776	2.161	
3. Routes (ancien)			

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Dépenses ordinaires	1.268	0	-1.268
(Autorisations de programme)	(5.874)	(0)	(-5.874)
Crédits de paiement	5.129	0	-5.129
Total des crédits	6.397	0	-6.397
Analyse des principaux écarts en crédits			
<i>Transfert de l'ensemble des crédits à la section Transports</i>			
Analyse des principales autorisations de programme			
<i>Inscription des autorisations nouvelles sur la section Transports</i>			
2. Sécurité routière			
Dépenses ordinaires	356	388	+32
(Autorisations de programme)	(190)	(212)	(+22)
Crédits de paiement	188	211	23
Total des crédits	544	599	+55
Analyse des principaux écarts en crédits			
Communication			+34
Formation			-3
Équipement			+24
Analyse des principales autorisations de programme			
Investissements de l'État	186	208	
Subventions	4	4	
4. Transport aérien et météorologie (ancien)			
Dépenses ordinaires	1.141	0	-1.141
(Autorisations de programme)	(2.036)	(0)	(-2.036)
Crédits de paiement	1.670	0	-1.670
Total des crédits	2.811	0	-2.811
Analyse des principaux écarts en crédits			
<i>Transfert de l'ensemble des crédits aux sections Transports et Services communs</i>			
Analyse des principales autorisations de programme			
<i>Inscription des autorisations nouvelles aux sections Transports et Services communs</i>			
IV. Mer			
Dépenses ordinaires	6.183	6.385	+202
(Autorisations de programme)	(523)	(596)	(+73)

P.L.F.	2001

Crédits de paiement	371	324	-47
Total des crédits	6.554	6.709	+155
Analyse des principaux écarts en crédits			
Flotte de commerce			+72
ENIM			+91
Ajustements divers			-8
Analyse des principales autorisations de programme			
Ports maritimes et protection du littoral	402	422	
Signalisation et surveillance maritimes	106	158	
Équipement	15	16	
V. Tourisme			
Dépenses ordinaires	393	429	+36
(Autorisations de programme)	(78)	(89)	(+11)
Crédits de paiement	54	45	-9
Total des crédits	447	474	+27
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+3
Fonctionnement			-2
Interventions touristiques			+35
Développement territorial du tourisme			-9
Analyse des principales autorisations de programme			
Développement territorial du tourisme	78	89	
Intérieur et décentralisation			
Dépenses ordinaires	73.490	97.003	+23.513
(Autorisations de programme)	(13.272)	(13.147)	(-125)
Crédits de paiement	12.937	12.832	-105
Total des crédits	86.427	109.835	+23.408
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			-223
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+2.030
Pensions			+337
Emplois de proximité			+33

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Fonctionnement			+849
Élections			+1.214
Dotations générales de décentralisation			+470
Compensation pour les régions et les départements de la perte de recettes relative aux DMTO			+176
Compensation résultant de la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation			+6.082
Dotations générales de décentralisation de la collectivité territoriale de Corse			+45
Dotations générales de décentralisation : incidence de la suppression de la vignette automobile			+12.500
Équipement du ministère de l'Intérieur (immobilier, matériels, transmissions, recherche)			+280
Subventions pour travaux d'intérêt local			-652
Dotations globales d'équipement			+119
Dotations régionales et départementales d'équipement scolaire et des collèves			+148
Analyse des principales autorisations de programme			
Immobilier	936	1.031	
Recherche	3	2	
Matériels	286	315	
Informatique et transmissions	474	684	
Dotations globales d'équipement	5.490	5.577	
Dotations régionales et départementales d'équipement scolaire et des collèves	5.338	5.423	
Subventions pour travaux d'intérêt local	697	60	
Jeunesse et sports			
Dépenses ordinaires	3.081	3.345	+264
(Autorisations de programme)	(107)	(111)	(+4)
Crédits de paiement	99	56	-43
Total des crédits	3.180	3.401	+221
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+12
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+99
Fonctionnement			+39
Interventions en faveur de la jeunesse			+78
Interventions en faveur du sport			+36
Équipement			-43
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipements réalisés par l'État	40	46	
Subventions d'équipement des collectivités	67	65	
Justice			

P.L.F.	2001

Dépenses ordinaires	25.974	27.692	+1.718
(Autorisations de programme)	(1.578)	(1.749)	(+171)
Crédits de paiement	1.325	1.341	16
Total des crédits	27.299	29.033	+1.734
Analyse des principaux écarts en crédits			
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+886
Créations d'emplois			+364
Personnel			+146
Pensions			+86
Informatique			+27
Fonctionnement des services judiciaires			+39
Fonctionnement de l'administration pénitentiaire (hors ENAP)			+13
Fonctionnement des services de la protection judiciaire de la jeunesse			+28
Secteur habilité de la protection judiciaire de la jeunesse			+151
École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP)			+31
École nationale de la magistrature			+14
Commission nationale des comptes de campagne (CCFP), élections			+6
Frais de justice			-40
Subventions et interventions diverses			+18
Subventions en faveur des collectivités (remboursements d'emprunts)			-55
Équipement			+18
Analyse des principales autorisations de programme			
Administration générale	5	2	
Services judiciaires	805	763	
Conseil d'État et juridictions administratives	54	40	
Services pénitentiaires	592	840	
Protection judiciaire de la jeunesse	100	100	
Subventions d'équipement	22	4	
Outre-mer			
Dépenses ordinaires	4.718	5.174	+456
(Autorisations de programme)	(1.850)	(2.243)	(+393)
Crédits de paiement	1.655	1.641	-14
Total des crédits	6.373	6.815	+442
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+30
Subventions aux collectivités locales			-17
Dotations globales pour la Nouvelle-Calédonie			+64

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer (FEDOM)			+538
Créance de proratisation du RMI			-210
Action sociale et culturelle			+44
Investissements			-31
Aide au logement dans les DOM, à Saint-Pierre-et-Miquelon et à Mayotte			+32
Analyse des principales autorisations de programme			
Équipement administratif	21	29	
Infrastructures de Guyane	18	8	
Ligne budgétaire unique	1.100	1.350	
FIDOM	220	340	
FIDES	145	174	
Actions diverses pour le développement de la Nouvelle-Calédonie	330	336	
Recherche			
Dépenses ordinaires	26.594	26.417	-177
(Autorisations de programme)	(13.465)	(14.362)	(+897)
Crédits de paiement	13.267	13.851	584
Total des crédits	39.861	40.268	+407
Analyse des principaux écarts en crédits			
Incidence de la baisse de la TVA			-150
Dotations ordinaires des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST)			+81
Soutien de programme des EPST			+192
Investissement des EPST			+100
Commissariat à l'énergie atomique			+119
Centre national d'études spatiales (hors recherche duale)			+85
Autres établissements publics de recherche à caractère industriel et commercial			+49
Interventions et études du ministère			+97
Transferts entre sections			-167
Analyse des principales autorisations de programme			
Interventions et études du ministère	1.612	1.893	
Soutien de programme des établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST)	2.934	3.125	
Investissement des EPST	1.311	1.544	
Commissariat à l'énergie atomique	375	375	
Centre national d'études spatiales (hors recherche duale)	6.410	6.530	
Autres établissements publics de recherche à caractère industriel et commercial	824	895	
Services du Premier ministre :			
I. Services généraux			

P.L.F.	2001

Dépenses ordinaires	4.631	6.222	+1.591
(Autorisations de programme)	(246)	(312)	(+66)
Crédits de paiement	232	212	-20
Total des crédits	4.863	6.434	+1.571
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+29
Transfert des cotisations patronales maladie des titulaires, en provenance des Charges communes			+15
Fonctionnement et informatique			-11
Autorités indépendantes			+19
Actions de la Fonction publique			+23
Actions en faveur des victimes des législations antisémites			+200
Compensation pour exonérations de redevance télévision			+1.264
Équipement du Secrétariat général du Gouvernement			+5
Crédits sociaux			+83
Cités administratives			-57
Analyse des principales autorisations de programme			
Secrétariat général du Gouvernement	30	34	
Actions interministérielles	65	97	
Cités administratives	151	181	
II. Secrétariat général de la défense nationale			
Dépenses ordinaires	124	147	+23
(Autorisations de programme)	(50)	(42)	(-8)
Crédits de paiement	33	46	13
Total des crédits	157	193	+36
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+12
Fonctionnement			+11
Équipement et matériel			+13
Analyse des principales autorisations de programme			
Programme civil de défense	30	20	
Centre de transmissions gouvernemental	10	10	
Service central de sécurité des systèmes d'information (SCSSI)	10	12	
III. Conseil économique et social			
Dépenses ordinaires	185	200	+15
(Autorisations de programme)	(4)	(5)	(+1)

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Crédits de paiement	5	5	0
Total des crédits	190	205	+15
Analyse des principaux écarts en crédits			
Personnel			+5
Fonctionnement			+9
Palais d'Iéna			+1
Analyse des principales autorisations de programme			
Rénovation du palais d'Iéna	4	5	
IV. Plan			
Dépenses ordinaires	155	164	+9
(Autorisations de programme)	(3)	(3)	(0)
Crédits de paiement	5	3	-2
Total des crédits	160	167	+7
Analyse des principaux écarts en crédits			
Fonctionnement			+6
Analyse des principales autorisations de programme			
Recherche en socio-économie	3	3	

1. Évolution des crédits par ministère (tableaux annexes)

P.L.F.	2001

(DO + CP ; en millions F)

Ministères	LFI 2000	PLF 2001 (structure constante)	Évol. en %	PLF 2001
Affaires étrangères	21.079	21.957	+4,2	22.076
Agriculture et pêche	29.452	29.617	+0,6	29.617
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	1.943	1.749	-10,0	1.749
II. Environnement	4.335	4.692	+8,2	4.692
Anciens combattants	24.088	23.771	-1,3	23.771
Charges communes	330.358	335.798	+1,6	335.798
Culture et communication	16.254	16.672	+2,6	16.672
Économie, finances et industrie	92.072	90.821	-1,4	92.765
<i>Éducation nationale :</i>				
I. Enseignement scolaire	323.221	332.039	+2,7	332.039
II. Enseignement supérieur	54.602	56.054	+2,7	56.054
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	122.180	119.762	-2,0	111.832
II. Santé et solidarité	91.004	93.568	+2,8	94.688
III. Ville	1.417	2.409	+69,9	2.409
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	26.833	26.896	+0,2	26.914
II. Urbanisme et logement	48.198	48.755	+1,2	48.755
III. Transports et sécurité routière :				
1. Transports	55.917	54.988	-1,7	56.611
2. Sécurité routière	544	599	+10,3	599
IV. Mer	6.554	6.709	+2,4	6.709
V. Tourisme	449	474	+5,5	474
Intérieur et décentralisation (hors collectivités locales)	56.774	59.280	+4,4	59.283
Collectivités locales	31.666	31.970	+1,0	50.552
Jeunesse et sports	3.279	3.401	+3,7	3.401
Justice	28.178	29.033	+3,0	29.033
Outre-mer	6.378	6.815	+6,9	6.815
Recherche	39.861	40.268	+1,0	40.268
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	4.877	6.434	+31,9	6.434
II. Secrétariat général de la défense nationale	158	193	+22,3	193
III. Conseil économique et social	190	205	+8,2	205
IV. Plan	161	167	+3,7	167
Total pour les budgets civils	1.422.023	1.445.094	+1,6	1.460.573
Défense	242.833	244.734	+0,8	244.734
Total pour le budget général	1.664.856	1.689.828	+1,5	1.705.307
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-2.999	-9.166	n.s.	-9.166
Total des charges nettes	1.661.857	1.680.662	+1,1	1.696.141

P.L.F. 2001

Analyse et tableaux annexes

Crédits totaux par ministère, en euros

(DO + CP ; en M€)

Ministères	LFI 2000	PLF 2001 (structure constante)	Évol. en %	PLF 2001
Affaires étrangères	3.213	3.347	+4,2	3.365
Agriculture et pêche	4.490	4.515	+0,6	4.515
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	296	267	-10,0	267
II. Environnement	661	715	+8,2	715
Anciens combattants	3.672	3.624	-1,3	3.624
Charges communes	50.363	51.192	+1,6	51.192
Culture et communication	2.478	2.542	+2,6	2.542
	14.036	13.846	-1,4	14.142
Économie, finances et industrie				
<i>Éducation nationale :</i>				
I. Enseignement scolaire	49.275	50.619	+2,7	50.619
II. Enseignement supérieur	8.324	8.545	+2,7	8.545
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	18.626	18.258	-2,0	17.049
II. Santé et solidarité	13.874	14.264	+2,8	14.435
III. Ville	216	367	+69,9	367
Équipement, transports et logement :				
<i>I. Services communs</i>	<i>4.091</i>	<i>4.100</i>	<i>+0,2</i>	<i>4.103</i>
<i>II. Urbanisme et logement</i>	<i>7.348</i>	<i>7.433</i>	<i>+1,2</i>	<i>7.433</i>
<i>III. Transports et sécurité routière :</i>				
<i>1. Transports</i>	<i>8.524</i>	<i>8.383</i>	<i>-1,7</i>	<i>8.630</i>
<i>2. Sécurité routière</i>	<i>83</i>	<i>91</i>	<i>+10,3</i>	<i>91</i>
<i>IV. Mer</i>	<i>999</i>	<i>1.023</i>	<i>+2,4</i>	<i>1.023</i>
<i>V. Tourisme</i>	<i>68</i>	<i>72</i>	<i>+5,5</i>	<i>72</i>
Intérieur et décentralisation (hors collectivités locales)	8.655	9.037	+4,4	9.038
Collectivités locales	4.827	4.874	+1,0	7.707
Jeunesse et sports	500	518	+3,7	518
Justice	4.296	4.426	+3,0	4.426
Outre-mer	972	1.039	+6,9	1.039
Recherche	6.077	6.139	+1,0	6.139
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	744	981	+31,9	981
II. Secrétariat général de la défense nationale	24	29	+22,3	29
III. Conseil économique et social	29	31	+8,2	31
IV. Plan	25	25	+3,7	25
Total pour les budgets civils	216.786	220.303	+1,6	222.663
Défense	37.020	37.310	+0,8	37.310
Total pour le budget général	253.806	257.613	+1,5	259.972
Solde des comptes spéciaux du Trésor	-457	-1.397	n.s.	-1.397
Total des charges nettes	253.348	256.215	+1,1	258.575

2. Évolution des effectifs financés par l'État (tableau annexe)

P.L.F.	2001

	Effectif budgétaire 2000	EFFECTIFS NOUVEAUX			MESURES D'ORDRE		Effectif budgétaire pour 2001
		Solde des créations et suppr. d'emplois budg.	Solde des créations et suppr. d'emplois non assis sur postes budg.	Évolution réelle totale des effectifs financés par l'État	Créations de postes budg. pour régularis. d'emplois d'enseign.	Créations de postes budg. au titre de la résorption de l'emploi précaire	
	(1)	(2)	(3)	=(2)+(3)	(4)	(5)	=(1)+(2)+ (4)+(5)
I. Budgets civils :							
Affaires étrangères	9.475	-4	14	10			9.471
Agriculture et pêche	29.441	277	16	293		520	30.238
<i>Aménag. du territoire et environnement :</i>							
I. Aménag. du territoire	141	3		3			144
II. Environnement	2.760	300		300			3.060
Culture et communication	14.776	-108	110	2		300	14.968
Éco., finances et industrie	179.705	-2		-2		2	179.705
<i>Éducation nationale :</i>							
I. Enseignement scolaire	941.413	4.356	705	5.061	5.463	3.000	954.232
II. Enseignement supérieur	127.473	1.249	291	1.540			128.722
<i>Emploi et solidarité :</i>							
I. Emploi	10.115	105	-6	99		89	10.309
II. Santé et solidarité	14.427	116	-20	96		100	14.643
<i>Équip., transp. et logement :</i>							
<i>I. Services communs</i>	<i>97.946</i>	<i>11</i>		<i>11</i>			<i>97.957</i>
<i>IV. Mer (hors appelés)</i>	<i>2.388</i>	<i>47</i>		<i>47</i>			<i>2.451 a</i>
<i>V. Tourisme</i>	<i>321</i>			<i>0</i>			<i>321</i>
Intérieur et décentr. (hors appelés et volontaires)	162.314	704		704			163.205 a
Jeunesse et sports	6.738	3	15	18			6.741
Justice	63.031	1.378	171	1.549			64.409
Outre-mer (hors appelés et volontaires)	2.992	17		17			2.979 a
<i>Serv. du Premier ministre :</i>							
I. Services généraux	1.487	122	11	133		9	1.618
II. S.G.D.N. (hors appelés)	229	26	-10	16			255
III. Conseil éco. et social	-		5	5			-
IV. Plan	208	-1		-1			207
Budgets annexes	11.364	428	-217	211			11.792
Totaux budgets civils	1.678.744	9.027	1.085	10.112	5.463	4.020	1.697.427 a
II. Établissements publics de l'État	-		1.225	1.225			-
Évolution des emplois financés par l'État (budg. civils : I + II)		9.027	2.310	11.337			

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

III. Profession. de la défense :							
DÉFENSE (hors appelés et volontaires)	419.926	4.841	173	5.014			424.767
ENGAGÉS DANS LES MINISTÈRES CIVILS :		173		173			
Mer (police maritime)		16		16			
Intérieur (sécurité civile)		187		187			
Outre-mer (SMA)		-30		-30			
APPELÉS ET VOLONTAIRES :	79.046	-34.573		-34.573			44.473
Défense	73.748	-32.658		-32.658			41.090
Mer (police maritime)	21	-21		-21			0
Intérieur (police et sécurité civile)	3.197	-1.894		-1.894			1.303
Outre-mer (SMA)	2.068						2.068
S.G.D.N.	12						12
Totaux emplois militaires et de défense	498.972	-29.559	173	-29.386			469.240 a

a : total y compris créations ou suppressions d'emplois d'engagés inscrits sur budgets civils (+16 à la Mer, + 187 à l'Intérieur et -30 à l'Outre-mer)

b : total hors créations ou suppressions d'emplois d'engagés inscrits sur budgets civils (+173 emplois)

**3. Comparaison, par titre et par ministère,
pour les dépenses ordinaires,
des crédits prévus pour 2001
à ceux ouverts en 2000
(tableaux annexes)**

P.L.F.	2001

Titre I Dette publique et dépenses en atténuation de recettes

Ministères ou services	2000	2001		Total	Différence 2000/2001
		Services votés	Mesures nouvelles		
Affaires étrangères					
Agriculture et pêche					
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire					
II. Environnement					
Anciens combattants					
Charges communes	586.588.002.676	611.543.878.000	16.793.122.000	628.337.000.000	+41.748.997.324
Culture et communication					
Economie, finances et industrie					
<i>Éducation nationale :</i>					
I. Enseignement scolaire					
II. Enseignement supérieur					
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi					
II. Santé et solidarité					
III. Ville					
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. Services communs					
II. Urbanisme et logement					
III. Transports et sécurité routière					
1. Transports					
3. Routes (ancien)					
2. Sécurité routière					
4. Transport aérien et météorologie (ancien)					
IV. Mer					
V. Tourisme					
Intérieur et décentralisation					
Jeunesse et sports					
Justice					
Outre-mer					
Recherche					
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux					
II. Secrétariat général de la défense nationale					
III. Conseil économique et social					
IV. Plan					
Total général	586.588.002.676	611.543.878.000	16.793.122.000	628.337.000.000	+41.748.997.324

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Titre II Pouvoirs publics

Ministères ou services	2001			Différence 2000/2001
	2000	Services votés	Mesures nouvelles	
			Total	
Affaires étrangères				
Agriculture et pêche				
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire				
II. Environnement				
Anciens combattants				
Charges communes	4.744.649.500	4.744.649.500	160.700.000	4.905.349.500+160.700.000
Culture et communication				
Economie, finances et industrie				
<i>Éducation nationale :</i>				
I. Enseignement scolaire				
II. Enseignement supérieur				
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi				
II. Santé et solidarité				
III. Ville				
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs				
II. Urbanisme et logement				
III. Transports et sécurité routière				
1. Transports				
3. Routes (ancien)				
2. Sécurité routière				
4. Transport aérien et météorologie (ancien)				
IV. Mer				
V. Tourisme				
Intérieur et décentralisation				
Jeunesse et sports				
Justice				
Outre-mer				
Recherche				
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux				
II. Secrétariat général de la défense nationale				
III. Conseil économique et social				
IV. Plan				
Total général	4.744.649.500	4.744.649.500	160.700.000	4.905.349.500+160.700.000

P.L.F.	2001

Titre III Moyens des services

Ministères ou services	2000		2001		Différence 2000/2001
		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
Affaires étrangères	9.062.531.352	9.038.962.800	513.203.263	9.552.166.063	+489.634.711
Agriculture et pêche	11.168.294.045	11.210.791.775	712.589.108	11.923.380.883	+755.086.838
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire	119.153.818	119.363.890	4.196.110	123.560.000	+4.406.182
II. Environnement	1.263.469.305	1.258.795.683	218.287.566	1.477.083.249	+213.613.944
Anciens combattants	282.304.453	282.304.453	7.793.466	290.097.919	+7.793.466
Charges communes	90.416.918.000	84.943.453.000	-21.267.950.000	63.675.503.000	-26.741.415.000
Culture et communication	7.553.235.213	7.545.947.811	359.829.393	7.905.777.204	+352.541.991
Economie, finances et industrie	65.317.923.302	64.905.471.825	4.455.642.938	69.361.114.763	+4.043.191.461
<i>Éducation nationale :</i>					
I. Enseignement scolaire	262.474.251.247	267.207.783.626	17.944.290.999	285.152.074.625	+22.677.823.378
II. Enseignement supérieur	37.847.738.443	38.237.623.973	3.563.480.118	41.801.104.091	+3.953.365.646
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi	9.953.828.587	9.855.869.836	874.384.357	10.730.254.193	+776.425.606
II. Santé et solidarité	6.121.691.859	6.116.442.171	381.284.554	6.497.726.725	+376.034.866
III. Ville	118.792.661	118.792.661	25.000.000	143.792.661	+25.000.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. Services communs	24.308.463.979	24.278.115.052	2.122.262.170	26.400.377.222	+2.091.913.243
II. Urbanisme et logement	108.986.869	108.986.869	3.013.131	112.000.000	+3.013.131
III. Transports et sécurité routière					
1. Transports	7.920.000	7.920.000	1.287.073.895	1.294.993.895	+1.287.073.895
3. Routes (ancien)	1.157.950.000	1.157.950.000	-1.157.950.000	"	-1.157.950.000
2. Sécurité routière	335.179.000	335.179.000	31.591.000	366.770.000	+31.591.000
4. Transport aérien et météorologie (ancien)	1.140.950.000	1.140.950.000	-1.140.950.000	"	-1.140.950.000
Sous-total	2.641.999.000	2.641.999.000	-980.235.105	1.661.763.895	-980.235.105
IV. Mer	601.752.198	601.752.198	56.770.059	658.522.257	+56.770.059
V. Tourisme	137.600.770	137.606.605	1.176.165	138.782.770	+1.182.000
Total	27.798.802.816	27.768.459.724	1.202.986.420	28.971.446.144	+1.172.643.328
Intérieur et décentralisation	52.477.389.343	53.897.604.931	2.819.338.095	56.716.943.026	+4.239.553.683
Jeunesse et sports	1.911.497.815	1.906.328.465	154.390.535	2.060.719.000	+149.221.185
Justice	24.180.574.908	24.109.390.155	1.827.062.850	25.936.453.005	+1.755.878.097
Outre-mer	1.065.669.512	1.065.077.556	35.509.644	1.100.587.200	+34.917.688
Recherche	18.539.679.168	18.539.679.168	-13.880.000	18.525.799.168	-13.880.000
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux	3.446.647.643	3.403.449.019	174.246.965	3.577.695.984	+131.048.341
II. Secrétariat général de la défense nationale	123.670.131	121.721.421	25.400.329	147.121.750	+23.451.619
III. Conseil économique et social	185.214.764	184.792.764	14.807.641	199.600.405	+14.385.641
IV. Plan	100.269.880	100.156.212	8.531.357	108.687.569	+8.417.689
Total général	631.529.548.267	631.938.262.919	14.040.425.708	645.978.688.627	+14.449.140.360

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Titre IV Interventions publiques

Ministères ou services	2001			Total	Différence 2000/2001
	2000	Services votés	Mesures nouvelles		
Affaires étrangères	9.592.009.571	9.574.067.571	942.689.086	10.516.756.657	+924.747.086
Agriculture et pêche	16.766.541.881	16.762.331.881	-321.997.666	16.440.334.215	-326.207.666
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire	459.580.000	455.000.000	93.000.000	548.000.000	+88.420.000
II. Environnement	581.137.574	577.821.574	1.391.014.012	1.968.835.586	+1.387.698.012
Anciens combattants	23.805.849.263	23.324.586.950	156.242.000	23.480.828.950	-325.020.313
Charges communes	18.565.364.000	19.989.364.000	2.960.322.000	22.949.686.000	+4.384.322.000
Culture et communication	4.965.172.787	4.932.655.787	154.148.042	5.086.803.829	+121.631.042
Economie, finances et industrie	15.751.678.832	14.837.133.832	-48.534.832	14.788.599.000	-963.079.832
<i>Éducation nationale :</i>					
I. Enseignement scolaire	45.356.643.822	45.349.758.822	845.164.652	46.194.923.474	+838.279.652
II. Enseignement supérieur	9.214.998.509	9.653.748.509	-895.384.205	8.758.364.304	-456.634.205
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi	111.551.049.466	111.499.374.466	-10.896.826.062	100.602.548.404	-10.948.501.062
II. Santé et solidarité	83.952.208.220	83.951.631.220	3.815.842.780	87.767.474.000	+3.815.265.780
III. Ville	989.135.000	987.030.000	760.470.000	1.747.500.000	+758.365.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. Services communs	10.699.280	10.499.280	-600.000	9.899.280	-800.000
II. Urbanisme et logement	35.251.898.000	35.251.863.000	720.500.000	35.972.363.000	+720.465.000
III. Transports et sécurité routière					
1. Transports	46.811.721.000	46.809.721.000	-103.400.400	46.706.320.600	-105.400.400
3. Routes (ancien)	110.000.000	110.000.000	-110.000.000		-110.000.000
2. Sécurité routière	21.000.000	11.000.000	10.000.000	21.000.000	
4. Transport aérien et météorologie (ancien)					
Sous-total	46.942.721.000	46.930.721.000	-203.400.400	46.727.320.600	-215.400.400
IV. Mer	5.581.619.868	5.581.619.868	144.610.132	5.726.230.000	+144.610.132
V. Tourisme	255.400.000	250.070.000	39.930.000	290.000.000	+34.600.000
Total	88.042.338.148	88.024.773.148	701.039.732	88.725.812.880	+683.474.732
Intérieur et décentralisation	21.012.759.850	21.010.462.850	19.275.888.227	40.286.351.077	+19.273.591.227
Jeunesse et sports	1.169.781.000	1.062.406.000	222.000.000	1.284.406.000	+114.625.000
Justice	1.793.467.609	1.690.377.609	65.557.000	1.755.934.609	+37.533.000
Outre-mer	3.652.376.860	3.652.016.860	420.988.185	4.073.005.045	+420.628.185
Recherche	8.053.850.000	8.053.120.000	-161.958.000	7.891.162.000	-162.688.000
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux	1.184.300.000	1.183.900.000	1.460.300.000	2.644.200.000	+1.459.900.000
II. Secrétariat général de la défense nationale					
III. Conseil économique et social					
IV. Plan	54.936.474	54.936.474	140.039	55.076.513	+140.039
Total général	466.515.178.866	466.626.497.553	20.940.104.990	487.566.602.543	+21.051.423.677

P.L.F.	2001

Récapitulation générale des dépenses ordinaires

Ministères ou services	2000		2001		Différence 2000/2001
		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
Affaires étrangères	18.654.540.923	18.613.030.371	1.455.892.349	20.068.922.720	+1.414.381.797
Agriculture et pêche	27.934.835.926	27.973.123.656	390.591.442	28.363.715.098	+428.879.172
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>					
I. Aménagement du territoire	578.733.818	574.363.890	97.196.110	671.560.000	+92.826.182
II. Environnement	1.844.606.879	1.836.617.257	1.609.301.578	3.445.918.835	+1.601.311.956
Anciens combattants	24.088.153.716	23.606.891.403	164.035.466	23.770.926.869	-317.226.847
Charges communes	700.314.934.176	721.221.344.500	-1.353.806.000	719.867.538.500	+19.552.604.324
Culture et communication	12.518.408.000	12.478.603.598	513.977.435	12.992.581.033	+474.173.033
Economie, finances et industrie	81.069.602.134	79.742.605.657	4.407.108.106	84.149.713.763	+3.080.111.629
<i>Education nationale :</i>					
I. Enseignement scolaire	307.830.895.069	312.557.542.448	18.789.455.651	331.346.998.099	+23.516.103.030
II. Enseignement supérieur	47.062.736.954	47.891.372.482	2.668.095.913	50.559.468.395	+3.496.731.441
<i>Emploi et solidarité :</i>					
I. Emploi	121.504.878.053	121.355.244.302	-10.022.441.705	111.332.802.597	-10.172.075.456
II. Santé et solidarité	90.073.900.079	90.068.073.391	4.197.127.334	94.265.200.725	+4.191.300.646
III. Ville	1.107.927.661	1.105.822.661	785.470.000	1.891.292.661	+783.365.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>					
I. Services communs	24.319.163.259	24.288.614.333	2.121.662.170	26.410.276.503	+2.091.113.243
II. Urbanisme et logement	35.360.884.869	35.360.849.869	723.513.131	36.084.363.000	+723.478.131
III. Transports et sécurité routière					
1. Transports	46.819.641.000	46.817.641.000	1.183.673.495	48.001.314.495	+1.181.673.495
3. Routes (ancien)	1.267.950.000	1.267.950.000	-1.267.950.000		-1.267.950.000
2. Sécurité routière	356.179.000	346.179.000	41.591.000	387.770.000	+31.591.000
4. Transport aérien et météorologie (ancien)	1.140.950.000	1.140.950.000	-1.140.950.000		-1.140.950.000
Sous-total	49.584.720.000	49.572.720.000	-1.183.635.505	48.389.084.495	-1.195.635.505
IV. Mer	6.183.372.066	6.183.372.066	201.380.191	6.384.752.257	+201.380.191
V. Tourisme	393.000.770	387.676.605	41.106.165	428.782.770	+35.782.000
Total	115.841.140.964	115.793.232.872	1.904.026.152	117.697.259.024	+1.856.118.060
Intérieur et décentralisation	73.490.149.193	74.908.067.781	22.095.226.322	97.003.294.103	+23.513.144.910
Jeunesse et sports	3.081.278.815	2.968.734.465	376.390.535	3.345.125.000	+263.846.185
Justice	25.974.042.517	25.799.767.764	1.892.619.850	27.692.387.614	+1.718.345.097
Outre-mer	4.718.046.372	4.717.094.416	456.497.829	5.173.592.245	+455.545.873
Recherche	26.593.529.168	26.592.799.168	-175.838.000	26.416.961.168	-176.568.000
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. Services généraux	4.630.947.643	4.587.349.019	1.634.546.965	6.221.895.984	+1.590.948.341
II. Secrétariat général de la défense nationale	123.670.131	121.721.421	25.400.329	147.121.750	+23.451.619
III. Conseil économique et social	185.214.764	184.792.764	14.807.641	199.600.405	+14.385.641
IV. Plan	155.206.354	155.092.686	8.671.396	163.764.082	+8.557.728
Total général	1.689.377.379.309	1.714.853.287.972	51.934.352.698	1.766.787.640.670	+77.410.261.361

4. Comparaison, par titre et par ministère, des autorisations de programme et crédits de paiement prévus pour 2001 à ceux ouverts en 2000 (tableaux annexes)

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Titre V Investissements exécutés par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2000	2001
Affaires étrangères	478.000.000	459.500.000
Agriculture et pêche	81.900.000	105.500.000
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire		
II. Environnement	341.785.000	331.530.000
Anciens combattants		
Charges communes		
Culture et communication	2.024.100.000	1.840.890.000
Economie, finances et industrie	1.607.450.000	1.054.080.000
<i>Éducation nationale :</i>		
I. Enseignement scolaire	621.500.000	626.250.000
II. Enseignement supérieur	700.000.000	823.000.000
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi	64.900.000	65.000.000
II. Santé et solidarité	96.000.000	96.000.000
III. Ville	6.000.000	6.000.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>		
I. Services communs	107.200.000	125.470.000
II. Urbanisme et logement	267.400.000	269.570.000
III. Transports et sécurité routière		
1. Transports	23.000.000	9.942.648.000
3. Routes (ancien)	5.796.650.000	"
2. Sécurité routière	186.000.000	207.924.000
4. Transport aérien et météorologie (ancien)	1.756.000.000	"
Sous-total	7.761.650.000	10.150.572.000
IV. Mer	487.250.000	553.500.000
V. Tourisme		"
Total	8.623.500.000	11.099.112.000
Intérieur et décentralisation	1.698.000.000	2.031.150.000
Jeunesse et sports	40.000.000	46.000.000
Justice	1.556.200.000	1.745.000.000
Outre-mer	39.500.000	37.300.000
Recherche	7.000.000	8.000.000
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux	246.000.000	312.000.000
II. Secrétariat général de la défense nationale	50.000.000	42.000.000
III. Conseil économique et social	4.300.000	5.400.000
IV. Plan		
Total général	18.286.135.000	20.733.712.000

P.L.F.	2001

--

Crédits de paiement			
2000	2001		
	Services votés	Mesures nouvelles	Total
398.000.000	172.000.000	137.500.000	309.500.000
82.640.000	60.180.000	31.650.000	91.830.000
286.699.000	123.802.000	121.752.000	245.554.000
1.871.692.000	1.473.195.000	470.045.000	1.943.240.000
1.788.520.000	556.034.000	342.996.000	899.030.000
582.200.000	185.000.000	390.000.000	575.000.000
460.000.000	400.000.000	205.750.000	605.750.000
74.300.000	31.000.000	32.500.000	63.500.000
104.950.000	30.150.000	28.800.000	58.950.000
6.004.000	"	6.000.000	6.000.000
97.069.000	62.435.000	45.045.000	107.480.000
163.905.000	134.306.000	106.408.000	240.714.000
21.900.000	1.832.600.000	4.870.078.000	6.702.678.000
4.962.050.000	"	"	"
183.600.000	74.400.000	133.524.000	207.924.000
1.400.000.000	"	"	"
6.567.550.000	1.907.000.000	5.003.602.000	6.910.602.000
342.380.000	130.500.000	171.533.000	302.033.000
"	"	"	"
7.170.904.000	2.234.241.000	5.326.588.000	7.560.829.000
1.621.000.000	1.148.081.000	753.069.000	1.901.150.000
44.500.000	"	23.000.000	23.000.000
1.321.200.000	885.000.000	454.000.000	1.339.000.000
39.750.000	18.365.000	14.180.000	32.545.000
6.000.000	2.500.000	4.000.000	6.500.000
231.630.000	47.000.000	165.000.000	212.000.000
33.000.000	25.000.000	21.000.000	46.000.000
4.300.000	"	5.400.000	5.400.000
16.127.289.000	7.391.548.000	8.533.230.000	15.924.778.000

P.L.F.	2001
Analyse et tableaux annexes	

Titre VI Subventions d'investissement accordées par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2000	2001
Affaires étrangères	2.664.500.000	2.318.450.000
Agriculture et pêche	1.180.790.000	1.598.450.000
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire	1.543.150.000	1.735.000.000
II. Environnement	2.755.958.000	2.660.952.000
Anciens combattants		
Charges communes	100.000	"
Culture et communication	1.685.385.000	2.098.381.000
Economie, finances et industrie	7.383.000.000	4.968.500.000
<i>Éducation nationale :</i>		
I. Enseignement scolaire	88.700.000	160.540.000
II. Enseignement supérieur	5.201.160.000	5.633.700.000
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi	499.900.000	440.210.000
II. Santé et solidarité	455.305.000	937.700.000
III. Ville	531.000.000	1.155.770.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>		
I. Services communs	88.930.000	385.490.000
II. Urbanisme et logement	13.211.333.000	13.273.428.000
III. Transports et sécurité routière		
1. Transports	1.288.000.000	4.545.200.000
3. Routes (ancien)	77.450.000	"
2. Sécurité routière	3.600.000	3.600.000
4. Transport aérien et météorologie (ancien)	280.000.000	"
Sous-total	1.649.050.000	4.548.800.000
IV. Mer	35.500.000	42.300.000
V. Tourisme	77.590.000	89.300.000
Total	15.062.403.000	18.339.318.000
Intérieur et décentralisation	11.574.478.000	11.115.805.000
Jeunesse et sports	66.550.000	65.000.000
Justice	21.500.000	4.000.000
Outre-mer	1.810.462.000	2.205.630.000
Recherche	13.458.250.000	14.354.070.000
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux		
II. Secrétariat général de la défense nationale		
III. Conseil économique et social		
IV. Plan	3.000.000	3.300.000
Total général	65.985.591.000	69.794.776.000

P.L.F.	2001

--

Crédits de paiement			
2000	2001		
	Services votés	Mesures nouvelles	Total
1.912.500.000	1.358.600.000	338.850.000	1.697.450.000
1.019.634.000	604.575.000	557.245.000	1.161.820.000
1.363.150.000	557.000.000	520.500.000	1.077.500.000
2.172.183.000	235.823.000	764.636.000	1.000.459.000
1.750.000.000	1.400.000.000	"	1.400.000.000
1.691.615.000	734.941.000	1.001.198.000	1.736.139.000
7.887.550.000	6.115.830.000	1.600.400.000	7.716.230.000
89.200.000	32.839.000	83.780.000	116.619.000
4.948.660.000	1.823.300.000	3.065.230.000	4.888.530.000
488.980.000	240.760.000	194.450.000	435.210.000
657.956.000	167.590.000	196.110.000	363.700.000
303.500.000	212.400.000	299.000.000	511.400.000
88.800.000	69.815.000	326.320.000	396.135.000
12.673.673.000	6.745.398.000	5.684.090.000	12.429.488.000
1.089.600.000	738.900.000	1.168.270.000	1.907.170.000
166.750.000	"	"	"
3.760.000	178.000	3.422.000	3.600.000
270.000.000	"	"	"
1.530.110.000	739.078.000	1.171.692.000	1.910.770.000
28.000.000	"	21.800.000	21.800.000
54.290.000	18.000.000	26.800.000	44.800.000
14.374.873.000	7.572.291.000	7.230.702.000	14.802.993.000
11.315.647.000	4.733.952.000	6.196.720.000	10.930.672.000
54.550.000	"	32.500.000	32.500.000
4.000.000	"	2.000.000	2.000.000
1.615.446.000	938.375.000	670.689.000	1.609.064.000
13.261.940.000	1.739.070.000	12.105.220.000	13.844.290.000
4.600.000	1.800.000	1.650.000	3.450.000
64.915.984.000	28.469.146.000	34.860.880.000	63.330.026.000

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Titre VII Réparation des dommages de guerre

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2000	2001
Affaires étrangères		
Agriculture et pêche		
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire		
II. Environnement		
Anciens combattants		
Charges communes		
Culture et communication		
Economie, finances et industrie		
<i>Éducation nationale :</i>		
I. Enseignement scolaire		
II. Enseignement supérieur		
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi		
II. Santé et solidarité		
III. Ville		
Équipement, transports et logement :		
I. Services communs	"	"
II. Urbanisme et logement		
III. Transports et sécurité routière		
1. Transports		
3. Routes (ancien)		
2. Sécurité routière		
4. Transport aérien et météorologie (ancien)		
IV. Mer		
V. Tourisme		
Intérieur et décentralisation		
Jeunesse et sports		
Justice		
Outre-mer		
Recherche		
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux		
II. Secrétariat général de la défense nationale		
III. Conseil économique et social		
IV. Plan		
Total général	"	"

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Récapitulation générale des dépenses en capital

Ministères ou services	Autorisations de programme	
	2000	2001
Affaires étrangères	3.142.500.000	2.777.950.000
Agriculture et pêche	1.262.690.000	1.703.950.000
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire	1.543.150.000	1.735.000.000
II. Environnement	3.097.743.000	2.992.482.000
Anciens combattants		
Charges communes	100.000	"
Culture et communication	3.709.485.000	3.939.271.000
Economie, finances et industrie	8.990.450.000	6.022.580.000
<i>Éducation nationale :</i>		
I. Enseignement scolaire	710.200.000	786.790.000
II. Enseignement supérieur	5.901.160.000	6.456.700.000
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi	564.800.000	505.210.000
II. Santé et solidarité	551.305.000	1.033.700.000
III. Ville	537.000.000	1.161.770.000
<i>Équipement, transports et logement :</i>		
I. Services communs	196.130.000	510.960.000
II. Urbanisme et logement	13.478.733.000	13.542.998.000
III. Transports et sécurité routière		
1. Transports	1.311.000.000	14.487.848.000
3. Routes (ancien)	5.874.100.000	"
2. Sécurité routière	189.600.000	211.524.000
4. Transport aérien et météorologie (ancien)	2.036.000.000	"
Sous-total	9.410.700.000	14.699.372.000
IV. Mer	522.750.000	595.800.000
V. Tourisme	77.590.000	89.300.000
Total	23.685.903.000	29.438.430.000
Intérieur et décentralisation	13.272.478.000	13.146.955.000
Jeunesse et sports	106.550.000	111.000.000
Justice	1.577.700.000	1.749.000.000
Outre-mer	1.849.962.000	2.242.930.000
Recherche	13.465.250.000	14.362.070.000
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux	246.000.000	312.000.000
II. Secrétariat général de la défense nationale	50.000.000	42.000.000
III. Conseil économique et social	4.300.000	5.400.000
IV. Plan	3.000.000	3.300.000
Total général	84.271.726.000	90.528.488.000

P.L.F.	2001

--

Crédits de paiement			
2000	2001		
	Services votés	Mesures nouvelles	Total
2.310.500.000	1.530.600.000	476.350.000	2.006.950.000
1.102.274.000	664.755.000	588.895.000	1.253.650.000
1.363.150.000	557.000.000	520.500.000	1.077.500.000
2.458.882.000	359.625.000	886.388.000	1.246.013.000
1.750.000.000	1.400.000.000	"	1.400.000.000
3.563.307.000	2.208.136.000	1.471.243.000	3.679.379.000
9.676.070.000	6.671.864.000	1.943.396.000	8.615.260.000
671.400.000	217.839.000	473.780.000	691.619.000
5.408.660.000	2.223.300.000	3.270.980.000	5.494.280.000
563.280.000	271.760.000	226.950.000	498.710.000
762.906.000	197.740.000	224.910.000	422.650.000
309.504.000	212.400.000	305.000.000	517.400.000
185.869.000	132.250.000	371.365.000	503.615.000
12.837.578.000	6.879.704.000	5.790.498.000	12.670.202.000
1.111.500.000	2.571.500.000	6.038.348.000	8.609.848.000
5.128.800.000	"	"	"
187.360.000	74.578.000	136.946.000	211.524.000
1.670.000.000	"	"	"
8.097.660.000	2.646.078.000	6.175.294.000	8.821.372.000
370.380.000	130.500.000	193.333.000	323.833.000
54.290.000	18.000.000	26.800.000	44.800.000
21.545.777.000	9.806.532.000	12.557.290.000	22.363.822.000
12.936.647.000	5.882.033.000	6.949.789.000	12.831.822.000
99.050.000	"	55.500.000	55.500.000
1.325.200.000	885.000.000	456.000.000	1.341.000.000
1.655.196.000	956.740.000	684.869.000	1.641.609.000
13.267.940.000	1.741.570.000	12.109.220.000	13.850.790.000
231.630.000	47.000.000	165.000.000	212.000.000
33.000.000	25.000.000	21.000.000	46.000.000
4.300.000	"	5.400.000	5.400.000
4.600.000	1.800.000	1.650.000	3.450.000
81.043.273.000	35.860.694.000	43.394.110.000	79.254.804.000

**5. Échéancier prévu des
ouvertures de crédits de paiement en regard
des autorisations de programme anciennes et nouvelles
(tableaux annexes)**

P.L.F. 2001

Analyse et tableaux annexes

Titre V Investissements exécutés par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er janvier 2000	Crédits de paiement		
		2000 et années antérieures	2001	2002
Affaires étrangères	4.823.451	4.011.980	172.000	110.500
Agriculture et pêche	839.032	708.282	60.180	9.236
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire				
II. Environnement	2.311.930	1.770.154	123.802	137.137
Anciens combattants				
Charges communes				
Culture et communication	19.289.815	14.755.296	1.473.195	1.019.000
Economie, finances et industrie	32.253.955	28.206.599	556.034	772.608
<i>Éducation nationale :</i>				
I. Enseignement scolaire	4.525.460	4.116.905	185.000	96.024
II. Enseignement supérieur	13.785.828	12.259.772	400.000	281.514
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	450.425	404.537	31.000	14.888
II. Santé et solidarité	530.114	439.605	30.150	31.426
III. Ville	29.893	28.117	"	1.776
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	2.375.282	2.236.004	62.435	25.339
II. Urbanisme et logement	3.270.164	2.969.710	134.306	32.620
III. Transports et sécurité routière				
1. Transports	208.787.969	189.351.650	1.832.600	3.291.637
3. Routes (ancien)	"	"	"	"
2. Sécurité routière	2.664.124	2.040.573	74.400	180.000
4. Transport aérien et météorologie (ancien)	"	"	"	"
Sous-total	211.452.093	191.392.223	1.907.000	3.471.637
IV. Mer	5.065.595	3.650.116	130.500	293.304
V. Tourisme	3.587	2.479	"	1.108
Total	222.166.721	200.250.532	2.234.241	3.824.008
Intérieur et décentralisation	15.924.377	12.303.385	1.148.081	625.926
Jeunesse et sports	357.697	335.186	"	22.511
Justice	15.218.969	11.442.889	885.000	1.020.001
Outre-mer	458.398	385.865	18.365	18.056
Recherche	28.648	18.129	2.500	"
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	1.715.294	1.392.715	47.000	132.660
II. Secrétariat général de la défense nationale	133.897	67.462	25.000	16.574
III. Conseil économique et social	10.300	10.300	"	"
IV. Plan				
Total général	334.854.204	292.907.710	7.391.548	8.133.845

P.L.F.	2001

--

correspondants		Autorisations de programme de 2001	Crédits de paiement correspondants				(en milliers de francs)	
2003	2004 et ultérieurement		2001	2002	2003	2004 et ultérieurement		
110.500	418.471	459.500	137.500	137.500	184.500	"		
30.668	30.666	105.500	31.650	42.200	31.650	"		
209.168	72.031	331.530	121.752	160.765	49.013	"		
1.019.000	1.023.324	1.840.890	470.045	549.965	546.000	274.880		
767.503	1.951.211	1.054.080	342.996	240.070	202.470	268.544		
62.814	64.717	626.250	390.000	77.962	77.962	80.326		
506.725	337.817	823.000	205.750	154.313	277.763	185.174		
"	"	65.000	32.500	32.500	"	"		
16.302	12.631	96.000	28.800	48.000	19.200	"		
"	"	6.000	6.000	"	"	"		
12.473	39.031	125.470	45.045	62.735	16.000	1.690		
"	133.528	269.570	106.408	131.608	31.554	"		
2.800.000	11.512.082	9.942.648	4.870.078	2.281.220	1.292.000	1.499.350		
"	"	"	"	"	"	"		
180.000	189.151	207.924	133.524	24.800	24.800	24.800		
"	"	"	"	"	"	"		
2.980.000	11.701.233	10.150.572	5.003.602	2.306.020	1.316.800	1.524.150		
293.111	698.564	553.500	171.533	192.800	189.167	"		
"	"	"	"	"	"	"		
3.285.584	12.572.356	11.099.112	5.326.588	2.693.163	1.553.521	1.525.840		
625.926	1.221.059	2.031.150	753.069	335.152	335.152	607.777		
"	"	46.000	23.000	13.800	9.200	"		
1.122.737	748.342	1.745.000	454.000	438.500	511.500	341.000		
18.056	18.056	37.300	14.180	23.120	"	"		
5.000	3.019	8.000	4.000	4.000	"	"		
84.500	58.419	312.000	165.000	77.000	70.000	"		
16.574	8.287	42.000	21.000	21.000	"	"		
"	"	5.400	5.400	"	"	"		
7.881.057	18.540.406	20.733.712	8.533.230	5.049.010	3.867.931	3.283.541		

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Titre VI Subventions d'investissement accordées par l'Etat

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er janvier 2000	Crédits de paiement		
		2000 et années antérieures	2001	2002
Affaires étrangères	13.219.071	5.546.087	1.358.600	1.058.940
Agriculture et pêche	15.652.073	12.569.862	604.575	399.088
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	10.690.746	6.021.638	557.000	1.233.632
II. Environnement	7.222.184	5.210.708	235.823	925.894
Anciens combattants				
Charges communes	65.417.142	27.442.021	1.400.000	8.176.700
Culture et communication	11.871.358	9.403.132	734.941	577.000
Economie, finances et industrie	108.527.316	89.204.296	6.115.830	5.704.964
<i>Éducation nationale :</i>				
I. Enseignement scolaire	796.856	723.931	32.839	20.043
II. Enseignement supérieur	15.522.706	12.928.222	1.823.300	336.645
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	4.352.905	3.535.485	240.760	576.660
II. Santé et solidarité	5.473.235	3.936.497	167.590	490.826
III. Ville	3.879.274	2.090.446	212.400	315.286
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	1.984.968	1.745.690	69.815	50.425
II. Urbanisme et logement	78.257.003	60.581.791	6.745.398	1.109.000
III. Transports et sécurité routière				
1. Transports	25.255.252	23.194.677	738.900	400.923
3. Routes (ancien)	"	"	"	"
2. Sécurité routière	18.086	17.908	178	"
4. Transport aérien et météorologie (ancien)	"	"	"	"
Sous-total	25.273.338	23.212.585	739.078	400.923
IV. Mer	328.882	308.354	"	10.080
V. Tourisme	330.680	140.591	18.000	51.627
Total	106.174.871	85.989.011	7.572.291	1.622.055
Intérieur et décentralisation	80.674.384	69.182.277	4.733.952	1.670.146
Jeunesse et sports	273.833	131.796	"	47.500
Justice	48.225	23.523	"	11.190
Outre-mer	18.201.897	12.746.416	938.375	1.505.702
Recherche	67.914.330	61.778.566	1.739.070	668.824
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux				
II. Secrétariat général de la défense nationale				
III. Conseil économique et social				
IV. Plan	12.076	8.272	1.800	1.002
Total général	535.924.482	408.472.186	28.469.146	25.342.097

P.L.F.	2001

--

correspondants		Autorisations de programme de 2001	Crédits de paiement correspondants (en milliers de francs)			
2003	2004 et ultérieurement		2001	2002	2003	2004 et ultérieurement
1.228.947	4.026.497	2.318.450	338.850	737.600	575.000	667.000
1.071.151	1.007.397	1.598.450	557.245	603.375	437.830	"
1.233.632	1.644.844	1.735.000	520.500	364.350	364.350	485.800
613.021	236.738	2.660.952	764.636	1.154.801	741.515	"
7.966.700	20.431.721	"	"	"	"	"
577.000	579.285	2.098.381	1.001.198	427.880	408.000	261.303
3.508.993	3.993.233	4.968.500	1.600.400	1.068.835	1.099.025	1.200.240
20.043	"	160.540	83.780	38.380	38.380	"
290.448	144.091	5.633.700	3.065.230	1.031.783	1.140.613	396.074
"	"	440.210	194.450	126.060	119.700	"
391.090	487.232	937.700	196.110	289.880	281.310	170.400
315.286	945.856	1.155.770	299.000	171.354	171.354	514.062
37.475	81.563	385.490	326.320	56.770	2.400	"
52.480	9.768.334	13.273.428	5.684.090	6.251.455	1.278.083	59.800
639.382	281.370	4.545.200	1.168.270	1.987.100	1.389.830	"
"	"	"	"	"	"	"
"	"	3.600	3.422	178	"	"
"	"	"	"	"	"	"
639.382	281.370	4.548.800	1.171.692	1.987.278	1.389.830	"
10.448	"	42.300	21.800	10.000	10.500	"
51.627	68.835	89.300	26.800	26.800	35.700	"
791.412	10.200.102	18.339.318	7.230.702	8.332.303	2.716.513	59.800
17.433	5.070.576	11.115.805	6.196.720	3.103.458	1.748.627	67.000
47.500	47.037	65.000	32.500	32.500	"	"
13.512	"	4.000	2.000	2.000	"	"
1.505.701	1.505.703	2.205.630	670.689	878.689	604.252	52.000
514.000	3.213.870	14.354.070	12.105.220	1.565.631	683.219	"
1.002	"	3.300	1.650	1.650	"	"
20.106.871	53.534.182	69.794.776	34.860.880	19.930.529	11.129.688	3.873.679

P.L.F. 2001

Analyse et tableaux annexes

Titre VII Réparation des dommages de guerre

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er janvier 2000	Crédits de paiement	
		2000 et années antérieures	2001 2002
Affaires étrangères			
Agriculture et pêche			
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>			
I. Aménagement du territoire			
II. Environnement			
Anciens combattants			
Charges communes			
Culture et communication			
Economie, finances et industrie			
<i>Éducation nationale :</i>			
I. Enseignement scolaire			
II. Enseignement supérieur			
<i>Emploi et solidarité :</i>			
I. Emploi			
II. Santé et solidarité			
III. Ville			
Équipement, transports et logement :			
I. Services communs	35.292	37.186	" "
II. Urbanisme et logement			
III. Transports et sécurité routière			
1. Transports			
3. Routes (ancien)			
2. Sécurité routière			
4. Transport aérien et météorologie (ancien)			
IV. Mer			
V. Tourisme			
Total	35.292	37.186	" "
Intérieur et décentralisation			
Jeunesse et sports			
Justice			
Outre-mer			
Recherche			
<i>Services du Premier ministre :</i>			
I. Services généraux			
II. Secrétariat général de la défense nationale			
III. Conseil économique et social			
IV. Plan			
Total général	35.292	37.186	" "

P.L.F. 2001
Analyse et tableaux annexes

Récapitulation générale des dépenses en capital

Ministères ou services	Autorisations de programme en compte au 1er janvier 2000	Crédits de paiement		
		2000 et années antérieures	2001	2002
Affaires étrangères	18.042.522	9.558.067	1.530.600	1.169.440
Agriculture et pêche	16.491.105	13.278.144	664.755	408.324
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>				
I. Aménagement du territoire	10.690.746	6.021.638	557.000	1.233.632
II. Environnement	9.534.114	6.980.862	359.625	1.063.031
Anciens combattants				
Charges communes	65.417.142	27.442.021	1.400.000	8.176.700
Culture et communication	31.161.173	24.158.428	2.208.136	1.596.000
Economie, finances et industrie	140.781.271	117.410.895	6.671.864	6.477.572
<i>Éducation nationale :</i>				
I. Enseignement scolaire	5.322.316	4.840.836	217.839	116.067
II. Enseignement supérieur	29.308.534	25.187.994	2.223.300	618.159
<i>Emploi et solidarité :</i>				
I. Emploi	4.803.330	3.940.022	271.760	591.548
II. Santé et solidarité	6.003.349	4.376.102	197.740	522.252
III. Ville	3.909.167	2.118.563	212.400	317.062
<i>Équipement, transports et logement :</i>				
I. Services communs	4.395.542	4.018.880	132.250	75.764
II. Urbanisme et logement	81.527.167	63.551.501	6.879.704	1.141.620
III. Transports et sécurité routière				
1. Transports	234.043.221	212.546.327	2.571.500	3.692.560
3. Routes (ancien)	"	"	"	"
2. Sécurité routière	2.682.210	2.058.481	74.578	180.000
4. Transport aérien et météorologie (ancien)	"	"	"	"
Sous-total	236.725.431	214.604.808	2.646.078	3.872.560
IV. Mer	5.394.477	3.958.470	130.500	303.384
V. Tourisme	334.267	143.070	18.000	52.735
Total	328.376.884	286.276.729	9.806.532	5.446.063
Intérieur et décentralisation	96.598.761	81.485.662	5.882.033	2.296.072
Jeunesse et sports	631.530	466.982	"	70.011
Justice	15.267.194	11.466.412	885.000	1.031.191
Outre-mer	18.660.295	13.132.281	956.740	1.523.758
Recherche	67.942.978	61.796.695	1.741.570	668.824
<i>Services du Premier ministre :</i>				
I. Services généraux	1.715.294	1.392.715	47.000	132.660
II. Secrétariat général de la défense nationale	133.897	67.462	25.000	16.574
III. Conseil économique et social	10.300	10.300	"	"
IV. Plan	12.076	8.272	1.800	1.002
Total général	870.813.978	701.417.082	35.860.694	33.475.942

P.L.F.	2001

--

correspondants		Autorisations de programme de 2001	Crédits de paiement correspondants				(en milliers de francs)
2003	2004 et ultérieurement		2001	2002	2003	2004 et ultérieurement	
1.339.447	4.444.968	2.777.950	476.350	875.100	759.500	667.000	
1.101.819	1.038.063	1.703.950	588.895	645.575	469.480	"	
1.233.632	1.644.844	1.735.000	520.500	364.350	364.350	485.800	
822.189	308.769	2.992.482	886.388	1.315.566	790.528	"	
7.966.700	20.431.721	"	"	"	"	"	
1.596.000	1.602.609	3.939.271	1.471.243	977.845	954.000	536.183	
4.276.496	5.944.444	6.022.580	1.943.396	1.308.905	1.301.495	1.468.784	
82.857	64.717	786.790	473.780	116.342	116.342	80.326	
797.173	481.908	6.456.700	3.270.980	1.186.096	1.418.376	581.248	
"	"	505.210	226.950	158.560	119.700	"	
407.392	499.863	1.033.700	224.910	337.880	300.510	170.400	
315.286	945.856	1.161.770	305.000	171.354	171.354	514.062	
49.948	120.594	510.960	371.365	119.505	18.400	1.690	
52.480	9.901.862	13.542.998	5.790.498	6.383.063	1.309.637	59.800	
3.439.382	11.793.452	14.487.848	6.038.348	4.268.320	2.681.830	1.499.350	
"	"	"	"	"	"	"	
180.000	189.151	211.524	136.946	24.978	24.800	24.800	
"	"	"	"	"	"	"	
3.619.382	11.982.603	14.699.372	6.175.294	4.293.298	2.706.630	1.524.150	
303.559	698.564	595.800	193.333	202.800	199.667	"	
51.627	68.835	89.300	26.800	26.800	35.700	"	
4.076.996	22.772.458	29.438.430	12.557.290	11.025.466	4.270.034	1.585.640	
643.359	6.291.635	13.146.955	6.949.789	3.438.610	2.083.779	674.777	
47.500	47.037	111.000	55.500	46.300	9.200	"	
1.136.249	748.342	1.749.000	456.000	440.500	511.500	341.000	
1.523.757	1.523.759	2.242.930	684.869	901.809	604.252	52.000	
519.000	3.216.889	14.362.070	12.109.220	1.569.631	683.219	"	
84.500	58.419	312.000	165.000	77.000	70.000	"	
16.574	8.287	42.000	21.000	21.000	"	"	
"	"	5.400	5.400	"	"	"	
1.002	"	3.300	1.650	1.650	"	"	
27.987.928	72.074.588	90.528.488	43.394.110	24.979.539	14.997.619	7.157.220	

<p>II. Observations générales sur l'évolution des dépenses militaires et tableau annexe</p>
--

Le projet de budget de la défense pour 2001 se monte à 244.734 millions F (en dépenses ordinaires et crédits de paiement) se décomposant comme suit :

- 161.308 millions F pour les dépenses ordinaires ;
- 83.426 millions F pour les dépenses en capital.

Les autorisations de programme s'élèvent à 85.538 millions F, dont 814 millions F au titre des dépenses d'entretien programmé des matériels imputées au titre III.

S'agissant du titre III :

- les crédits de rémunérations et charges sociales s'élèvent à 84.661 millions F ; les principales mesures nouvelles portent sur la poursuite de la professionnalisation des armées (157 suppressions d'emplois d'officiers, 2.881 suppressions d'emplois de sous-officiers, 7.283 créations d'emplois de militaires du rang, 7.000 créations d'emplois de volontaires et 39.157 suppressions d'emplois d'appelés) ; par ailleurs, 1.000 créations d'emplois de sous-officiers de gendarmerie sont prévues ; enfin, le redéploiement d'emplois en crédits de sous-traitance, amorcé l'an passé, est poursuivi dans le présent projet (1.020 emplois supprimés, dont 500 emplois d'appelés et 520 emplois de personnels civils, et 104 millions F de crédits supplémentaires ouverts sur le fonctionnement courant) ;
- les crédits destinés aux pensions civiles et militaires se montent à 55.793 millions F ;
- les crédits de fonctionnement courant s'élèvent à 20.850 millions F, soit une quasi-stabilité par rapport à la loi de finances initiale pour 2000, à comparer à une réduction de format de 5,6 %.

S'agissant des dépenses en capital, le montant des autorisations de programme s'élève à 84,7 milliards F, soit une diminution de 3,2 % ; il est déterminé en fonction de l'état d'avancement des programmes. En revanche, le montant des crédits de paiement passe de 83 à 83,4 milliards F, soit une augmentation de 0,5 % ; il a été ajusté pour tenir compte des besoins en moyens de paiement, qui résultent des engagements de dépenses des années antérieures.

P.L.F.	2001

Comparaison, par titre, des autorisations de programme et
--

	Autorisations de programme		
	2000	2001	Différence
	Votées	Demandées	
I. Dépenses ordinaires			
Titre III. Moyens des armes et services	1.108.692	814.855	-293.837
II. Dépenses en capital			
Titre V. Equipement	84.211.100	81.371.965	-2.839.135
Titre VI. Subventions d'investissement accordées par l'Etat	3.254.370	3.351.410	97.040
Totaux pour les dépenses en capital	87.465.470	84.723.375	-2.742.095
Totaux généraux	88.574.162	85.538.230	-3.035.932

P.L.F.	2001
Analyse et tableaux annexes	

des crédits de paiement ouverts en 2000 et prévus pour 2001

Crédits de paiement				(en milliers de francs)
2000	2001			Différence
	Services votés	Mesures nouvelles	Total	
159.877.601	160.615.780	692.381	161.308.161	+1.430.560
79.738.616	56.901.681	23.605.263	80.506.944	+768.328
3.216.654	742.408	2.177.023	2.919.431	-297.223
82.955.270	57.644.089	25.782.286	83.426.375	+471.105
242.832.871	218.259.869	26.474.667	244.734.536	+1.901.665

**III. Observations générales sur
l'évolution des opérations des
comptes spéciaux du Trésor
et tableau annexe**

P.L.F.	2001

L'excédent des comptes spéciaux du Trésor s'élevait à 2.998 millions F en loi de finances pour 2000 ; dans le projet de loi de finances pour 2001 cet excédent est évalué à 9.166 millions F :

- ◆ les opérations définitives des comptes d'affectation spéciale, équilibrées en 2000, présentent un solde positif de 48 millions F en 2001 ;
- ◆ les prêts des comptes d'affectation spéciale présentent une charge de 48 millions F alors qu'ils étaient à l'équilibre en 2000 ;
- ◆ l'excédent des comptes d'avances, qui s'établissait à 1.683 millions F en loi de finances pour 2000, atteint 3.887 millions F dans le projet de loi de finances pour 2001 du fait de l'impact croissant de la réforme de la taxe professionnelle sur le compte d'avances aux collectivités locales ;
- ◆ l'accroissement de l'excédent des comptes de prêts passe de 1.956 millions F en loi de finances pour 2000 à 5.757 millions F dans le projet de loi de finances pour 2001, évolution liée au rythme de la dépense sur le compte de consolidation de dettes envers la France ;
- ◆ le solde des comptes de commerce est stable (+102 millions F) alors que celui des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers devient légèrement excédentaire (-15 millions F) ;
- ◆ le déficit du compte d'émission des monnaies métalliques se réduit de 164 millions F en raison du ralentissement du programme de frappe des pièces libellées en euro.

P.L.F. 2001

Analyse et tableaux annexes

Répartition des crédits ouverts en 2000

	Autorisations de programme	
	2000	2001
	Votées	Demandées
1. Comptes d'affectation spéciale		
<i>Opérations à caractère définitif</i>		
<i>Ordinaires</i>		
<i>En capital</i>	22.777.333.000	60.611.284.000
Sous-total	22.777.333.000	60.611.284.000
<i>Opérations à caractère temporaire</i>		
<i>Fonctionnement</i>		
<i>Equipement</i>		" "
Sous-total		" "
Total	22.777.333.000	60.611.284.000
2. Comptes de commerce		
3. Comptes d'avances du Trésor		
4. Comptes de prêts	1.450.000.000	1.000.000.000

Récapitulation

	2000			
	Découverts	Evaluation des recettes	Crédits des dépenses	Charge nette
1. Comptes d'affectation spéciale				
<i>Opérations à caractère définitif</i>		42.978.689.600	42.909.189.600	-69.500.000
<i>Opérations à caractère temporaire</i>		"	69.500.000	69.500.000
Total		42.978.689.600	42.978.689.600	"
2. Comptes de commerce	1.814.000.000	22.172.182.083	22.218.242.083	46.060.000
3. Comptes d'avances du Trésor		381.083.000.000	379.400.000.000	-1.683.000.000
4. Comptes de prêts		6.306.400.000	4.350.000.000	-1.956.400.000
5. Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers	308.000.000			40.000.000
6. Comptes d'opérations monétaires		"		555.000.000

P.L.F.	2001

et des crédits prévus pour 2001

Crédits de dépenses			
2000	2001		
Crédits votés	Services votés	Mesures nouvelles	Total
20.131.856.600	20.467.299.500	872.403.000	21.339.702.500
22.777.333.000	"	60.611.284.000	60.611.284.000
42.909.189.600	20.467.299.500	61.483.687.000	81.950.986.500
69.500.000	500.000	48.000.000	48.500.000
"	"	"	"
69.500.000	500.000	48.000.000	48.500.000
42.978.689.600	20.467.799.500	61.531.687.000	81.999.486.500
22.218.242.083			21.971.242.083
379.400.000.000	365.298.000.000		365.298.000.000
4.350.000.000	1.522.000.000	1.970.000.000	3.492.000.000

générale

2001						
Découverts		Evaluation des recettes	Crédits des dépenses			Charge nette
Services votés	Mesures nouvelles		Services votés	Mesures nouvelles	Total	
		81.999.486.500	20.467.299.500	61.483.687.000	81.950.986.500	-48.500.000
		"	500.000	48.000.000	48.500.000	48.500.000
		81.999.486.500	20.467.799.500	61.531.687.000	81.999.486.500	"
1.814.000.000	"	21.869.182.083			21.971.242.083	102.060.000
		369.185.000.000	365.298.000.000	"	365.298.000.000	-3.887.000.000
		9.248.800.000	1.522.000.000	1.970.000.000	3.492.000.000	-5.756.800.000
308.000.000	"					-15.000.000
"	"					390.700.000

P.L.F.	2001
Analyse et tableaux annexes	

N° 2585.- Projet de loi de finances pour 2001 : Analyses et tableaux annexes.